

ses ministres de jouir des douceurs, du traitement, des indemnités et des avantages du pouvoir alors que le pays doit trouver la solution de graves problèmes, il se résout maintenant à marquer le pas et à ne rien faire de plus. Il se présente devant le Parlement et il demande qu'on lui permette de garder le pouvoir quand sa majorité d'une voix étant transformée en une minorité de quarante et sa majorité collective, visible ou invisible, étant passée d'environ cent vingt à un maximum de dix environ. Pour employer le langage du premier ministre, la demande que nous présente ce groupe de conseillers de la Couronne serait ainsi conçue. "Veuillez nous permettre, à nous qui reconnaissons n'avoir pu gouverner avec une majorité visible et une immense majorité invisible, de rester aux affaires bien que nous n'ayons aucune majorité dans la Chambre et alors que les conditions qui nous embarrassaient autrefois se sont décuplées. Que les honorables députés de la droite,—le peu qu'il en reste,—puissent se présenter devant le Parlement et demander une chose comme celle-là, voilà qui dénote leur convoitise des douceurs du pouvoir, des émoluments, des indemnités, du tour de bâton. "Oh!" répondent-ils, "nous avons une majorité sur tous les autres". C'est lui qui a précipité les élections, c'est lui qui les a dirigées. Nous sommes revenus à la Chambre le plus fort groupe et nous réclamons le droit de soumettre notre programme au Parlement. Nous en appelons à l'esprit de justice des honorables députés, à quelque parti qu'ils appartiennent. A qui dans cette Chambre revient le premier droit de soumettre son programme, d'énoncer sa politique et de solliciter l'appui du Parlement? Non seulement il est vrai que nous avons le groupe le plus nombreux de ce Parlement, mais surtout nous n'y venons pas comme nos adversaires, à la suite d'une campagne appuyée sur des déclarations comme celles faites par le premier ministre à Richmond-Hill et à Regina. Ne sommes-nous pas infiniment mieux partagés que les honorables députés de la droite? Je n'arrive pas à comprendre que des ministres puissent manquer à se point de respect aux traditions britanniques, j'irais jusqu'à dire manquer à ce point de respect pour eux-mêmes, comme hommes publics. Après le verdict catégorique du corps électoral à la suite de la dernière campagne, après les déclarations de leur propre chef au cours de cette campagne, comment peuvent-ils prendre sur eux de se présenter devant le Parlement et de solliciter, sérieusement, son appui. Je prie la députation d'y réfléchir. Jamais je n'ai eu la prétention d'avoir des vues conformes à celles des honorables députés du parti siégeant à ma gauche sur certaines ques-

[Le très hon. M. Meighen.]

tions d'importance vitale pour le pays. Jamais je n'ai recherché leur alliance; je ne les ai jamais adulés, jamais je n'ai voulu me maintenir au Parlement en leur représentant que mes principes étaient conformes aux leurs, et en soulignant leurs communes tendances. De même ne les ai-je jamais dénigrés.

M. PARENT: C'est ce que vous faites en ce moment.

Le très hon. M. MEIGHEN: Vous dites?

M. PARENT: C'est ce que vous faites en ce moment.

Le très hon. M. MEIGHEN: Je dénigre, dites-vous, les honorables députés du parti progressiste?

M. PARENT: En effet.

Le très hon. M. MEIGHEN: L'honorable député se souvient bien peu des élections.

M. PARENT: Je juge le très honorable député simplement d'après les propos qu'il tient.

Le très hon. M. MEIGHEN: Quoi qu'on réserve à l'honorable député, j'ai bien l'espoir qu'on n'en fera jamais un juge.

Maintenant, après avoir essuyé un bien dur revers, et sous le coup d'une défaite décisive, ces messieurs viennent dire au Parlement: "Nous voulons être dans la dépendance de l'appui du parti progressiste." Et ce sont les mêmes qui, désirant tant les faire battre dans leurs circonscriptions, disaient des progressistes qu'ils n'étaient que des pharisiens; qu'on n'avait pas besoin d'eux à la Chambre; que le Gouvernement n'avait pas eu besoin de leur appui pour se maintenir; que les libéraux seuls étaient capables de faire voter les lois dont le pays avait besoin. J'en appelle, à mon tour aux progressistes, et même aux honorables députés de la droite: Ne s'aperçoivent-ils pas—à coup sûr ils s'en aperçoivent, je le sais bien—qu'un Gouvernement qui a perdu depuis longtemps la confiance du pays est maintenant en train de mériter son mépris? Ne se rendent-ils pas compte que d'heure en heure et de jour en jour ils compromettent l'avenir de leur parti aux yeux des électeurs de ce Dominion? Quelles que puissent être nos divergences de vues, il est sûr et certain que nous avons foi dans les grands principes de la démocratie qui depuis des siècles ont été en honneur dans le gouvernement constitutionnel britannique. Il est certain que tous, quel que soit notre credo politique, nous voulons que la voix du peuple gouverne dans notre Canada—qu'on obéisse à la voix du peuple.

L'hon. M. LAPOINTE: Le très honorable député a lancé un défi et je me lève pour le relever. Je le fais avec d'autant plus de